



L'ALBANIE

**La réunion de tous les Albanais dans un seul Etat constituerait-elle une menace
pour les autres Etats ?**

**Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron Philippe BOUGERET
dans le cadre du séminaire « Géopolitique des Balkans »**

Directeur : Ambassadeur Georges Marie CHENU

Mars 2004

SOMMAIRE

1	HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE DES ALBANAIS. -----	4
2	LES RELATIONS EXTÉRIEURES. -----	24
3	UN GRAND ÉTAT ALBANAIS. -----	30
4	CONCLUSION. -----	31
5	ANNEXE 1 : CARTES. -----	32
6	ANNEXE 2 : BIBLIOGRAPHIE. -----	35
7	TABLE DES MATIÈRES. -----	37

Fortement marquée par une occupation ottomane de cinq siècles, mais cependant fidèle à ses origines ethniques et nationales, l'Albanie s'est affirmée comme État indépendant malgré la petitesse de son territoire et la pauvreté de sa population au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

Admis à l'O.N.U. en 1956 au prix de luttes internes sanglantes et d'un isolement international, l'État communiste albanais a défendu le principe d'une autonomie politique et économique proche de l'autarcie. La rupture de son alliance avec la Chine en 1978 a obligé le gouvernement albanais à diversifier ses échanges et à tenter de concilier pragmatisme et inflexibilité idéologique.

En 1985, l'Albanie est entrée dans l'après-hodjisme. Ramiz Alia, successeur du fondateur historique, a cru pouvoir conjuguer le respect proclamé de la « pensée éternelle du camarade Enver Hodja » avec les nécessités économiques et sociales. L'ouverture au monde et les conséquences de la défaite du communisme est-européen ont eu raison des résistances du régime dans un pays jeune dont la population a doublé depuis 1945. En 1992, l'Albanie s'est dotée d'un gouvernement non communiste. Bénéficiant de ressources énergétiques et agricoles importantes, mais ayant le produit national brut par habitant le plus bas d'Europe, l'Albanie s'est engagée sur le chemin de la démocratie avec un potentiel certain. Cependant, le délabrement de son économie rend nécessaires de substantiels concours internationaux et une coordination rigoureuse de ces derniers. Après trois années de désordres et d'une production paralysée, les signes de reprise économique se font sentir, en particulier dans l'agriculture et l'industrie légère. En 1997, la ruine de plusieurs centaines de milliers d'épargnants, victimes d'une spéculation financière révélatrice de la fragilité des nouvelles institutions, risque de replonger le pays dans l'anarchie. Le président Sali Berisha, leader du Parti démocratique, élu en 1992, est contraint de se retirer pour céder la place aux socialistes (ex-communistes) qui remportent les élections législatives et présidentielle de 1997. En 1999, la guerre au Kosovo et la politique agressive du régime de Belgrade rappellent à nouveau à l'Albanie combien sa situation géopolitique la rend vulnérable, même si l'hypothèse de jours meilleurs dans cette région très appauvrie ne paraît pas totalement exclue.

1 Histoire et géographie des Albanais.

1.1 Le cadre géographique.

Le territoire albanais (28 748 km²) s'inscrit dans un cadre physique essentiellement montagneux de structure dinarique, qui forme une barrière le long de la frontière orientale, alors que la partie occidentale offre, par contraste, un littoral ouvert de plaine. Les Alpes du Nord, situées à l'est du lac de Shkodër (370 km²) et au nord du Drin, formées de plusieurs massifs calcaires orientés sud-ouest - nord-est, présentent les formes les plus âpres. Les monts abrupts alternent avec des cirques glaciaires et des vallées étroites. Le mont Jezercë (2 693 m) domine une étoile de chaînes de plus de 2 000 mètres qui, dans la partie occidentale, porte le nom de Malësia e Madhe (Grande Montagne). Le climat des Alpes du Nord est rigoureux, avec des minimums d'hiver de -20°C. La région a été désenclavée par la construction d'une série de centrales hydroélectriques sur le Drin (280 km), qui prend sa source à Struga, au lac d'Ohrid, et reçoit à Kukës le Drin Blanc, venu de Metohija.

Les montagnes centrales, formées de roches serpentines, succèdent aux Alpes du Nord dans une direction nord-ouest - sud-est jusqu'à l'Osum. Elles renferment des lacs d'origine tectonique, Ohrid (367 km²) et Prespë (285 km²), et recèlent de nombreux gîtes métallifères : cuivre, chrome, ferro-nickel. Les fleuves Drin, Mat, Shkumbin, Seman, Vjosë ont un cours torrentiel en hiver et sec en été qui ne permet pas la navigation. Le long du Shkumbin, limite qui sépare l'Albanie en pays guègue du Nord et tosqe du Sud, passait l'ancienne route commerciale, la via Egnatia, qui reliait Rome à Byzance par Durrës et Ohrid. Les anciennes communautés patriarcales ont vécu en région guègue dans les vallées-refuges en clans, ou fis, et sont restées, plus longtemps que dans le Sud, fidèles aux coutumiers, ou kanun.

Dans le Sud succèdent les montagnes méridionales, de plus de 2 000 mètres, orientées nord-ouest - sud-est, formées de chaînes parallèles de calcaire et de flysch : Pogon, Kurvëlesh, Labëri, Himarë. Le Tomor culmine à 2 417 mètres. Les montagnes sont entaillées de vallées profondes où se succèdent bourgs sur les hauteurs et villes aux carrefours : Gjirokastër, Tepelen, Këlcyrë. Le manteau forestier est dégradé. L'orge et le maïs sont cultivés dans les bassins de Kolonjë, Bilisht, Dropull, Libohovë, Përmet, Korçë, tandis que, sur les terrasses aménagées sur les pentes, ont été plantés orangers et oliviers. Les immenses plages de sable et la riviera des confins de la montagne méridionale sont des zones encore inexploitées pour le tourisme international.

La plaine alluviale, d'une largeur de 10 à 50 kilomètres, s'étend du nord au sud, le long de la mer, de Shkodër à Vlorë. Elle est ponctuée de quelques collines. Des travaux d'assainissement et de drainage ont permis de repeupler et de gagner à l'agriculture des

terres autrefois porteuses de malaria. La Myzeqe, partie située entre Peqin, Berat et Vjosë, a été recolonisée. L'élevage et l'agriculture, l'exploitation des gisements de pétrole, l'industrie chimique en font le pôle économique du pays. La région s'est urbanisée, et Rrogozhinë, Lushnjë, Fier et Ballsh sont reliés par train à la capitale.

Bien que le pays soit peu étendu, le climat est sujet à de nombreuses variations locales dues au relief et à la mer. Par sa situation, l'Albanie jouit d'un climat de type méditerranéen, aux étés chauds et aux hivers doux. Le total annuel des précipitations (1 350 mm en moyenne, avec des maximums de 3 m) est l'un des plus élevés d'Europe. Le long de la plaine côtière règne un climat méditerranéen. Les températures d'hiver sont en moyenne de 5°C, quelquefois de 10°C. Les températures d'été dépassent très souvent la moyenne de 26°C pour atteindre des extrêmes de 40°C. Les chaînes montagneuses, éloignées de la mer, ont un climat continental aux hivers froids, enneigés et venteux. La température moyenne d'hiver, située entre 0°C et 2°C, connaît des minimums de -25°C, tandis que les moyennes d'été (23°C) sont comparables à celles de la zone plus typiquement méditerranéenne.

L'Albanie est un pays de faible superficie, mais elle exprime la diversité de ses unités régionales par de nombreux particularismes ethniques et culturels.

1.2 Les origines et le Moyen Âge.

L'occupation du sol intervient au Paléolithique moyen ; mais les Albanais actuels descendent probablement des Illyriens, peuplade indo-européenne venue dans la région vers la fin de l'âge du bronze. Leur civilisation se développa rapidement, dès le VIIe siècle avant J.-C., au contact des Grecs qui établirent, notamment à Épidammon (Durrës) et à Apollonie (près de Fier) des colonies dont subsistent d'importants vestiges.

Les Illyriens, qui débordaient largement les limites des pays aujourd'hui occupés par des Albanais, se divisèrent progressivement en petits États ennemis que les Macédoniens soumièrent sous Philippe et Alexandre. Ils reprirent leur indépendance ensuite et le royaume d'Épire eut son heure de gloire avec Pyrrhus, mais l'ensemble du pays devait passer, non sans mal, sous la domination de Rome au IIe siècle avant J.-C. Peu à peu la civilisation romaine se répandait, surtout sur les côtes et le long de voies de pénétration (la via Egnatia, en particulier). L'assimilation devait être telle que l'Illyrie, christianisée dès le Ier siècle (avec saint Asti à Durrës et saint Donat à Vlora), fournit, au IIIe siècle, plusieurs empereurs. Comprise, en 395, dans l'empire d'Orient, elle fut ravagée par les invasions barbares avant que le déferlement slave des VIe et VIIe siècles ne refoule le peuplement antérieur dans les régions où l'albanais reste aujourd'hui parlé.

Le pays, resté sous la domination byzantine jusqu'au IXe siècle, fut alors occupé par les Bulgares puis reconquis en 1018 par Basile II. Le XIe et le XIIe siècle furent troublés par les invasions normandes, dirigées notamment par Robert Guiscard et son fils

Bohémond, et par les tentatives d'indépendance d'une féodalité qui se constituait, tentatives attisées par le schisme de 1054 qui laissa sous l'influence de l'Église romaine le nord de l'Albanie (c'est à cette époque que le mot apparaît dans l'acception actuelle).

La crise qui suivit, à Byzance, la chute des Comnènes, à la fin du XII^e siècle, et la quatrième croisade permirent la création de principautés indépendantes, comme celle qui fut fondée par Progon (1195) autour de Kruja ; leurs luttes favorisèrent les interventions des Bulgares et des Byzantins ; mais à peine ceux-ci avaient-ils soumis la région (1261) qu'elle passait à Charles d'Anjou qui, installé à Vlora dès 1269, se proclame « rex Albaniae » en 1272.

La domination angevine dura tant bien que mal jusque vers le milieu du XIV^e siècle pour s'effondrer sous les coups de l'Empire serbe d'Étienne Dusan, après la mort duquel (1355) l'Albanie sombra dans une anarchie dont émergèrent plus ou moins trois principautés : celle de Balsha autour de Shkodër, celle des Thopia à Durrës et celle des Shpata dans le Sud.

1.3 La domination turque.

Ces principautés sans cesse en lutte entre elles et avec Venise ne négligèrent pas de faire appel aux Turcs qui, au début du XV^e siècle, occupèrent le pays et en soumirent la plus grande partie au système des timars (fiefs militaires non héréditaires). La rigueur du joug turc provoqua rapidement des révoltes, mais il fallut attendre Skanderbeg pour assister à un soulèvement général.

Fils d'un grand seigneur albanais, devenu néanmoins haut fonctionnaire turc, Skanderbeg se révolta lors de la guerre turco-hongroise de 1443. Il sut grouper contre les Turcs les forces du pays (assemblée de Lezh, 1444) et parvint, malgré les jalousies et les trahisons, à repousser les plus violentes attaques (siège de Kruja), intervenant même dans la politique européenne (traité de Gaète avec le royaume de Naples en 1451).

Après sa mort (1468), l'Albanie retomba rapidement aux mains du sultan, tandis que de nombreux Albanais se réfugiaient en Calabre et en Sicile, où ils ont conservé jusqu'à nos jours leur langue et leurs coutumes. Pendant les XVI^e et XVII^e siècles, l'Albanie allait s'islamiser en grande partie et fournir de nombreux soldats et fonctionnaires à l'empire turc. Elle allait connaître aussi la dégénérescence du système des timars, remplacés peu à peu par des çifliks (grandes propriétés héréditaires). La décadence de l'autorité centrale et le marasme économique encouragèrent des révoltes et des guerres privées féroces. Au XVIII^e siècle, cependant, la reprise de l'activité économique permit l'essor intellectuel de certains centres (Berat, Voskopoje). Dans le même temps, quelques feudataires parvenaient à créer d'importantes principautés, ainsi les Bushatli à Shkodër et, surtout, Ali Pacha, autour de Janina, dans le Sud.

La Porte brisa la puissance des pachas de Shkodër après la mort du plus brillant d'entre eux, Karamahmut (1796), mais il fallut attendre 1822 pour venir à bout d'Ali Pacha qui avait su s'immiscer dans la politique européenne, intrigant indifféremment avec les Français, les Russes et les Anglais. Le sultan détruisit alors complètement les résistances féodales (massacre de Monastir en 1830 et prise de Shkodër en 1831). La Porte supprima le système des timars et tenta d'y substituer, par les réformes du Tanzimat (1839), une administration régulière, mais les populations albanaises ne s'y résignèrent qu'après une grave révolte (1847).

Quand le traité de Berlin, qui régla la crise balkanique de 1877-1878, accorda au Monténégro des terres albanaises, une ligue nationale constituée à Prizren, avec l'accord de la Turquie, s'y opposa par les armes mais dut abandonner, en définitive, la région d'Ulquin (1880). Elle demanda quelque autonomie, n'obtint rien, se révolta, mais fut dispersée par la force (1881). Le mouvement fut réprimé avec une relative modération, mais la question nationale restait posée : les intellectuels albanais, largement soutenus par leurs compatriotes en exil, s'occupèrent alors principalement de diffuser leur langue, ouvrant à Korçë, en 1887, la première école albanaise et créant le premier journal albanais (Drita). Ce mouvement intellectuel s'accrut encore après la révolution jeune-turque de 1908 (création de l'École normale d'Elbasan, congrès de Monastir pour le choix d'un alphabet national, etc.), mais le chauvinisme du nouveau gouvernement entraîna des révoltes ininterrompues.

Cette situation rendait le pays tout spécialement sensible aux guerres déclenchées en octobre 1912, et le moment parut d'autant meilleur aux chefs politiques albanais pour proclamer l'indépendance que de nombreuses terres, plus ou moins ouvertement convoitées par les Grecs, les Monténégrins et les Serbes, se trouvèrent occupées par eux. Alors, le vieux diplomate Ismail Qemal partit pour une tournée de capitales où il reçut divers encouragements ; il fit proclamer l'indépendance (28 nov. 1912) par un congrès convoqué à Vlora et fut choisi comme chef du gouvernement provisoire.

1.4 Les débuts de l'indépendance (1912-1924).

Ce gouvernement, qui n'était guère obéi que dans une région allant de Vlora à Fier, Lushnja, Berat et Gjirokastrë, resta neutre dans la guerre balkanique, mais la conférence de Londres, qui eut à la terminer, fut également saisie du problème albanais. Après avoir pensé à une Albanie autonome sous la suzeraineté turque, elle décida, le 29 juillet 1913, la création d'un État indépendant neutre, placé sous la protection des grandes puissances (Allemagne, Angleterre, Autriche-Hongrie, France, Italie et Russie).

Les frontières, établies dès le printemps au nord et au nord-est, laissaient au Monténégro et surtout à la Serbie plusieurs centaines de milliers d'albanophones,

notamment autour de Kosovo ; au sud, le protocole de Florence (déc. 1913) partageait la Çameria, à peuplement mixte, entre la Grèce et l'Albanie.

Les grandes puissances devaient choisir dans les six mois un prince au nouvel État : ce fut finalement Guillaume de Wied, candidat de l'Italie et de l'Autriche-Hongrie. Débarqué dans l'enthousiasme, le 7 mars 1914, à Durrës, dont il fit sa capitale, il ne tarda pas à décevoir : ignorant tout du pays, manquant de moyens d'action, il s'entoura mal, prenant, par exemple, dans son ministère des ambitieux forcenés comme le riche bey, Esat Toptani. La Grèce poussa, d'autre part, un de ses anciens ministres, Georges Zographos, à constituer dès avril un « gouvernement de l'Épire du Nord » dont les bandes armées, qui se signalèrent par leur barbarie, occupèrent la région de Gjirokastër. Une révolte philoturque, commencée dans la région de Tirana, s'étendit rapidement. Wied, débordé, quitta le pays le 3 septembre 1914.

La Grande Guerre trouva le pays dans une anarchie totale : Esat Toptani, qui s'était proclamé chef d'un gouvernement provisoire fantôme, tenait Durrës, les révoltés occupaient toute l'Albanie centrale, les montagnards du Nord continuaient à n'obéir qu'à leurs chefs traditionnels. Les Italiens débarquèrent dès octobre à Vlora et Sazan, les troupes grecques prenant la relève des bandes de Zographos. En juin 1915, les Monténégrins s'installèrent à Shkodër et les Serbes s'avancèrent en Albanie centrale avant d'être remplacés, dès janvier 1916, par les troupes austro-hongroises. Quant aux Grecs, ils furent bientôt évincés, en partie par les Italiens, en partie par les Français qui inaugurèrent une politique d'entente avec les populations (création du territoire autonome de Korçë le 10 décembre 1916). Cette « république de Korçë » fut éphémère, mais elle obligea les autres occupants à prendre des mesures semblables. Pendant ce temps, le pays, resté officiellement neutre, servait de champ de bataille, la ligne de front passant approximativement au sud de Fier, de Berat et au nord de Pogradec. On estime que la guerre amena, directement ou indirectement, la mort de près de 70 000 Albanais.

En 1918, l'avenir de l'Albanie s'annonçait d'autant plus sombre que le traité secret de Londres (1915) prévoyait son partage presque total entre ses divers voisins. Un congrès, réuni à Durrës le 28 décembre 1918, chargea un gouvernement provisoire de défendre la cause albanaise à la conférence de la paix ; mais celui-ci ne put faire entendre sa voix et se résigna plus ou moins au mémorandum du 9 décembre 1919 : l'Italie prenait Vlora, Sazan et recevait mandat sur l'Albanie ; les frontières de 1913 étaient maintenues au nord et à l'est ; les frontières sud seraient déterminées plus tard, mais laisseraient sans doute Korçë et Gjirokastër à la Grèce. Ce mémorandum discrédita le gouvernement provisoire, qui dut démissionner à la suite du congrès de Lushnja (janv. 1920). Le nouveau gouvernement transporta son siège à Tirana, obtint le retrait des troupes françaises, mata une rébellion

d'Esat Toptani, bientôt assassiné, profita d'une révolte réussie à Vlora pour obliger les Italiens à évacuer le pays (sauf Sazan) et put faire admettre l'Albanie à la S.D.N., le 17 décembre 1920, comme État souverain dans ses frontières de 1913. En 1921 enfin, à Paris, la conférence des ambassadeurs rejeta à peu près complètement les dernières prétentions territoriales de la Grèce et de la Yougoslavie (laquelle avait encouragé un soulèvement, rapidement avorté, des Mirdites).

Mais les passions politiques se donnèrent alors libre cours, et l'opposition entre le parti progressiste (conservateur) et le parti populaire allait paralyser les différents gouvernements. Ahmed Zogu, grand féodal du Mat, qui venait de s'illustrer dans la répression de la révolte mirdite, en profita pour se hisser au premier plan : ministre de l'Intérieur en 1922, puis Premier ministre, il réussit, par une politique d'intimidation, à s'assurer une faible majorité aux élections de 1923. L'opposition ne désarma pas et l'assassinat d'un de ses chefs les plus populaires, Avni Rustemi, le meurtrier d'Esat Toptani, entraîna un soulèvement général : le 10 juin 1924, les révoltés entraient à Tirana tandis que Zogu et ses amis s'enfuyaient à l'étranger. Le nouveau gouvernement, présidé par l'écrivain Fan Noli, entama une politique libérale et démocratique, mais il ne sut pas trouver à l'étranger les concours financiers indispensables et perdit vite sa popularité : en décembre 1924, Zogu réoccupait le pays à la tête de troupes levées en Yougoslavie.

1.5 La domination zoguiste (1925-1939).

Zogu convoqua alors une assemblée qui le proclama président de la République et établit une constitution lui donnant des pouvoirs très étendus. Il fit régner l'ordre, appuyé sur une gendarmerie solide, dompta les soulèvements régionaux (par exemple en 1926 dans le Dukagjin), se concilia les bajraktars (chefs locaux) par des grades et des pensions, se débarrassant de ses adversaires par tous les moyens ; une révision de la constitution lui permit alors de devenir, le 1er septembre 1928, Zog Ier, roi des Albanais.

Il s'attaqua à certains abus, promulguant, par exemple, un code civil, un code pénal et un code commercial (1929-1931) ; il entama une réforme agraire (1930), mais celle-ci échoua devant les réticences des grands propriétaires qui lui fournissaient son principal appui. Le caractère autoritaire du régime s'accrut d'année en année et provoqua diverses crises sans autre résultat qu'un essai rapidement avorté de gouvernement libéral (1935).

Zog essaya aussi de poursuivre le développement économique du pays par la politique de la « porte ouverte » aux capitaux étrangers, mais il ne put juguler les effets de la crise mondiale ; de plus, les Italiens parvinrent à évincer leurs concurrents et exercèrent bientôt une véritable hégémonie sur l'économie albanaise. L'Italie, dès mars 1925, créa et finança la Banque nationale d'Albanie, accordant des prêts importants. Mais Zog dut conclure, en échange, un pacte d'amitié et de sécurité qui le brouilla avec la Yougoslavie puis, un peu

plus tard (22 nov. 1927), un traité d'alliance offensive et défensive. Il put éviter une union douanière que Mussolini tentait d'imposer dès 1932, mais une démonstration navale devant Durrës (22 juin 1934) l'obligea à renoncer à une nationalisation de l'enseignement dirigée principalement contre les prêtres italiens. En 1936, de nouveaux accords accentuèrent encore la mainmise fasciste.

Le 25 mars 1939, enfin, Mussolini, décidé à l'invasion, présenta des exigences inacceptables : union douanière, occupation militaire, etc. Les contre-propositions albanaises ne furent même pas examinées et, le 7 avril 1939, d'importantes forces italiennes occupaient le pays sans coup férir, tandis que Zog s'enfuyait avec sa famille.

1.6 L'occupation italienne (1939-1944).

Une assemblée fantoche, réunie dès le 12 avril 1939, offrit la couronne au roi d'Italie, Victor-Emmanuel III. Les mesures d'« union » entre les deux pays aboutissaient à une véritable colonisation de l'Albanie et toute une organisation fasciste était mise en place.

Pour se faire accepter, les Italiens se lancèrent dans de grands travaux (bonification des terres, travaux publics, érection de bâtiments somptueux, etc.) et mirent à leur programme l'annexion de la région de Kosovo et de la Çameria. Ce plan ne se réalisa, du reste, qu'après l'occupation des Balkans par Hitler (mai 1941), l'attaque de la Grèce, en octobre 1940, ayant abouti à un piteux échec et à la perte de Korçë et Gjirokastrë.

Les annexions rallièrent certaines personnalités, mais la plus grande partie de la population restait hostile et un certain nombre d'actes de résistance se produisirent, ainsi, en mai 1941, l'attentat de Vasil Laçi contre Victor-Emmanuel III lors de son voyage en Albanie. À la fin de cette même année, des groupes armés se formaient dans les montagnes, encouragés par les exemples grec et yougoslave.

D'autre part, les différents groupes communistes albanais, lancés dans la résistance depuis l'attaque de l'U.R.S.S. par Hitler, mais isolés et parfois rivaux, s'unirent alors en un parti unique (8 nov. 1941) avec un comité central dirigé par Enver Hodja. Celui-ci organisa, avec des éléments non communistes, tel Abas Kupi, le Front de libération nationale (F.L.N.), créé lors de la conférence de Pezë (16 sept. 1942). Certains, jugeant le F.L.N. dominé par les communistes, formèrent le Front national (Balli Kombëtar) sous la direction du Midhat Frashëri, antizogiste et antifasciste notoire. La pression de l'opinion publique après le débarquement allié en Italie et les efforts de la mission militaire anglaise auprès du Front national aboutirent à l'accord de Mukaj (2 août 1943) créant un Comité de salut public, composé de délégués des deux mouvements. Cet accord devait être dénoncé dès le mois suivant par le F.L.N. sous l'influence des représentants de Tito, Miladin Popovis et Dusan Mugosa. C'est sur ces entrefaites qu'Abas Kupi se sépara du F.L.N. et forma son propre mouvement Legaliteti composé d'éléments zogistes.

Les mouvements de résistance avaient pu se développer largement au cours de cette période, occupant pratiquement tout le pays, à l'exception des villes et des plaines. Après la capitulation italienne (8 sept. 1943), les Allemands proclamèrent l'indépendance de la « Grande Albanie ethnique » afin de se concilier la population ; mais ils menèrent une lutte acharnée contre les différents mouvements de résistance, lesquels, du reste, s'entre-déchiraient avec rage. Les attaques de l'hiver de 1943-1944 causèrent de lourdes pertes aux maquisards, mais n'empêchèrent pas la création à Përmet (24 mai 1944) d'un Comité antifasciste de révolution nationale présidé par Enver Hodja. Celui-ci devenait en même temps commandant en chef de l'armée de libération nationale. Une nouvelle offensive, en juin 1944, devait également échouer. L'armée de libération nationale put alors, tout en poursuivant la liquidation de ses adversaires politiques, libérer l'ensemble du pays (Berat le 12 septembre, Tirana le 17 novembre, après une bataille de dix jours, Shkodër le 29 novembre). Pendant ce temps, au congrès de Berat, le Comité antifasciste de révolution nationale se transformait en gouvernement provisoire (20 oct. 1944), toujours sous la présidence d'Enver Hodja.

Ce gouvernement allait, au cours de l'année 1945, poursuivre la guerre jusqu'à la capitulation allemande, obtenir sa reconnaissance par les puissances étrangères dans les limites de 1913, entamer la reconstruction d'un pays saigné à blanc, affermir sa position par une épuration rigoureuse et préparer les élections à l'Assemblée constituante : celles-ci eurent lieu le 2 décembre 1945 et amenèrent 93 p. 100 des voix au « Front démocratique », dirigé par le Parti communiste dont l'histoire se confondit par la suite avec celle du pays.

1.7 L'Albanie depuis 1945.

1.7.1 L'évolution politique et sociale.

Dernier État européen à proclamer sa fidélité au modèle stalinien du « socialisme dans un seul pays », l'Albanie a fait, depuis 1945, le pari de l'isolement et de l'indépendance nationale au prix d'une série de crises internes et d'alliances idéologiques mouvementées. L'interruption de l'aide chinoise, en 1978, a mis en péril le modèle économique qu'elle s'était choisi alors que celui-ci était sur le point de se réaliser.

À partir de 1990, la nécessaire ouverture au monde a fait voler en éclats l'édifice du parti unique et la fiction d'un peuple prêt à tous les sacrifices pour sauver le dernier régime authentiquement marxiste-léniniste. Étudiants, intellectuels, cadres et employés des villes auront été le fer de lance de l'affrontement avec le pouvoir. Entre émigration et manifestations, la jeunesse albanaise a prouvé son refus d'une société autoritaire et coupée de l'Europe.

1.7.2 Une indépendance au prix fort.

Issu de la fusion de plusieurs tendances, le Parti du travail albanais a dominé la vie politique depuis les élections du 2 décembre 1945, jusqu'en 1992. Une nouvelle Constitution était adoptée en 1976, confirmant la suprématie de ce dernier et faisant de l'Albanie une « république populaire socialiste ». Le pouvoir législatif était exercé par l'Assemblée populaire, devant laquelle, en principe, le gouvernement, nommé et révoqué par elle, était responsable. Dans les faits, tout le pouvoir appartenait au parti, dirigé par un comité central d'une trentaine de membres, qui désignaient un bureau politique de sept membres. Les conseils populaires, dont le pouvoir a été renforcé en 1979, représentaient l'assemblée populaire à l'échelon du district, de la ville, du village ou du quartier. Diverses organisations de masse, syndicats, unions des jeunes travailleurs, de la jeunesse, des femmes, soutenaient et expliquaient l'action du parti, sans parler du quotidien Zëri i Popullit (La Voix du peuple), organe central d'information.

Au sortir de la guerre, le Comité antifasciste de libération nationale, constitué en gouvernement démocratique, s'est trouvé confronté à la difficile tâche d'unifier sous sa direction un pays qu'il avait libéré par les armes et, fait unique en Europe de l'Est, sans l'assistance directe de l'armée soviétique. La plupart des dirigeants étaient issus de l'ethnie tosque, implantée dans le centre et le sud du pays, et traditionnellement plus perméable aux influences étrangères. Il fallait faire accepter le nouveau régime aux montagnards guègues du Nord, vivant sous l'institution du *fys*, communauté pastorale et agraire, et rebelles à tout pouvoir central.

À peine consolidé, le nouveau pouvoir dut bientôt faire face à des dissensions internes engendrées par les visées de la Yougoslavie, alors principal allié de l'Albanie, à l'égard de cette dernière. Le tout-puissant ministre de l'Intérieur, Koçi Xoxe, défendait, au sein du parti, la coordination complète des économies des deux pays et l'élaboration d'un plan quinquennal d'exploitation des matières premières minérales et agricoles albanaises, dont le traitement serait effectué en Yougoslavie, en échange de biens manufacturés. L'expulsion de la Yougoslavie du bloc soviétique permit à Enver Hodja et à ses fidèles de procéder à une élimination progressive des éléments pro-titistes. Jugé à huis clos, Koçi Xoxe fut exécuté le 11 juin 1949. Mais les luttes internes et les épurations se poursuivirent jusqu'au début des années cinquante. Sur 31 membres du comité central de la période 1943-1948, 9 seulement restaient en fonction au moment de la mort de Staline. Dans cette atmosphère de crise, le Parti communiste albanais convoqua son premier congrès en novembre 1948. Il comptait alors 29 137 membres, soit 2,4 p. 100 de la population.

Une nouvelle crise devait affecter les instances du parti en 1960, lors de la détérioration des relations albano-soviétiques. Liri Belishova et d'autres membres du parti

furent alors exclus pour leurs déclarations favorables à l'égard de Moscou. Ce schéma devait se reproduire en 1975, préluant à la rupture sino-albanaise de 1978.

Beqir Balluqu, ministre de la Défense, et Petrit Dume, chef d'état-major, défendirent, à leur retour de Pékin, un rapprochement militaire avec la Roumanie et la Yougoslavie, afin de compenser la faiblesse de l'armée albanaise en moyens offensifs. En 1975 et 1976, tous disparaissaient du gouvernement, ainsi que Kiço Ngjela, ministre du Commerce, et Koço Theodhosi, ministre de l'Industrie et des Mines. Ces purges touchèrent un tiers du gouvernement et un quart du bureau politique.

En 1979, Hysni Kapo, secrétaire du comité central, mourait dans un hôpital parisien. Troisième personnalité du régime, il avait représenté l'Albanie dans les rencontres internationales décisives pour l'avenir politique de cette dernière, notamment lors de la rupture avec l'U.R.S.S. Sa mort constituait une grande perte pour Enver Hodja, à un moment particulièrement difficile de l'histoire albanaise. Durant cette période charnière où l'Albanie subissait le contrecoup de sa rupture avec la Chine et se trouvait confrontée à la nécessité urgente de redéfinir sa politique intérieure et extérieure en termes de réalisme et d'austérité, on a assez peu prêté attention à un certain nombre de modifications gouvernementales annonciatrices en fait d'une crise grave au sein de l'appareil d'État et du parti.

À la fin d'avril 1980, Mehmet Shehu, président du Conseil depuis 1954, laissait le portefeuille de la Défense, qu'il détenait depuis 1974, à son beau-frère, Kadri Hasbiu. Prokop Murra devenait ministre de l'Industrie et des Mines. Mehmet Shehu, qui avait, comme de coutume, présenté le rapport économique du VIII^e congrès en 1981, a brutalement disparu de la scène politique le 18 décembre de la même année. Le communiqué nécrologique, qui annonçait son « suicide dû à une dépression nerveuse », résumait sans éloges les hautes responsabilités auxquelles avait accédé cet homme énergique de soixante-huit ans, deuxième personnalité du régime, membre du bureau politique et successeur désigné d'Enver Hodja.

Onze mois plus tard, Enver Hodja publiait *Les Titistes*, ouvrage dans lequel il retraçait ses démêlés avec la direction yougoslave, notamment à propos du Kosovo, et dans lequel il présentait Mehmet Shehu comme un espion de la première heure, travaillant pour le compte des services secrets américains, soviétiques et yougoslaves, et ayant reçu l'ordre d'assassiner le premier secrétaire et d'autres dirigeants du parti et de l'État. Cette disparition a été suivie d'un important remaniement ministériel au terme duquel trois seulement des ministres en poste en 1981 ont été maintenus dans leurs fonctions.

La plupart des ministres promus dans les secteurs clés de l'industrie et des mines, de la commission du plan, du commerce avaient une formation d'économistes, y compris

Prokop Murra, qui, sans avoir de passé militaire marquant, s'est retrouvé ministre de la Défense. Bien que le thème de l'« ennemi de l'intérieur » ait été évoqué dans plusieurs circonstances officielles, ce remaniement fut officiellement présenté comme l'application du principe « de la rotation des cadres » en vue d'un rajeunissement général, plutôt qu'une épuration liée à l'affaire Shehu. Plusieurs personnalités écartées du pouvoir auraient été exécutées en 1983 : Kadri Hasbiu, ministre de la Défense, Feçor Shehu, ministre de l'Intérieur, Llambi Zicishti, ministre de la Santé. Nesti Nase, ministre des Affaires étrangères, et l'épouse de Mehmet Shehu étaient condamnés à une peine de vingt-cinq ans de prison ; deux des fils Shehu ont été incarcérés.

Les tendances persistantes à fustiger l'« ennemi de l'intérieur » et les appels réitérés à la loyauté de l'armée laissent penser que les luttes de tendances se sont prolongées jusqu'en 1985.

Cette même année, Enver Hodja s'éteignait le 11 avril, « à la suite d'importantes lésions du système collatéral périphérique du cœur et des reins ». Son successeur, Ramiz Alia, bénéficiait du soutien actif de Nehmixe Hodja, veuve du dirigeant disparu.

Né en 1925, colonel de l'Armée de libération à dix-neuf ans, il faisait partie du comité central depuis l'après-guerre. Il en était devenu secrétaire en 1956, après avoir été ministre de la Culture. Devenu membre du Bureau politique en 1961, Ramiz Alia ne connut sa véritable ascension politique que vingt ans plus tard, lorsque Hodja le désigna comme son successeur. Dès 1983, on assistait en effet à une véritable campagne de valorisation du personnage dans la construction du socialisme albanais. De nombreuses photos le montraient aux côtés d'Enver Hodja lors de manifestations officielles. Fidèle au principe selon lequel l'histoire ne saurait faire l'économie de réécritures, un ouvrage posthume d'Enver Hodja intitulé *Les Superpuissances* met en scène le rôle de confident et de conseiller si souvent joué par Ramiz... rôle en d'autres temps dévolu à Hysni Kapo ou à Mehmet Shehu ;... Ramiz Alia se présente lui-même comme « disciple et continuateur fidèle du camarade Enver ». Toutefois, à l'abri de la référence, on notait déjà une sensible modification de style dans la direction des affaires du pays.

Les articles consacrés à l'économie contenaient une part d'autocritique inconnue jusqu'alors, l'influence de la crise internationale sur l'Albanie était enfin admise, les méfaits d'un centralisme excessif et le manque d'initiative des cadres à l'échelon régional étaient dénoncés... Cette perestroïka à l'albanaise ne cédait toutefois en rien du terrain sur le plan idéologique : le cumul État-parti se trouvait conforté par les nominations ministérielles effectuées en 1987.

En février 1987, l'élection d'une nouvelle Assemblée populaire a toutefois permis l'émergence de 97 nouveaux députés sur 250, la plupart jeunes et bénéficiant d'une expérience économique, à l'instar de la nouvelle équipe ministérielle.

Auprès de Ramiz Alia, deux hommes forts : Foto Cami, secrétaire du comité central, et Hekuran Isai, qui cumulait les fonctions de membre du bureau politique, de vice-Premier ministre et de ministre de l'Intérieur.

1.7.3 Le pouvoir politique face à la société albanaise.

Malgré les nombreuses invasions, le peuple albanaise a conservé son unité ; 96 p. 100 de la population est d'origine albanaise et 4 p. 100 d'origine grecque ou slave. Plus d'un million d'Albanais vivent à l'étranger : en Sicile, en Grèce, en Yougoslavie, aux États-Unis notamment. Confronté à une société fortement marquée par les coutumes patriarcales et les traditions religieuses, le régime a eu à lutter tantôt avec violence, tantôt avec souplesse contre les préjugés. La campagne d'alphabétisation a été menée avec vigueur. La mise en place d'un réseau sanitaire, la promotion de la femme, la scolarisation obligatoire firent partie des premières mesures promulguées par le nouveau régime. La lutte contre la religion fut de stratégie variable mais autoritaire. Le pays comptait environ 11 p. 100 d'orthodoxes appartenant à une Église autocéphale dont les rapports avec le régime n'ont jamais été bons. Les catholiques romains (19 p. 100), regroupés dans le nord du pays, ont été persécutés.

L'islam comptait 70 p. 100 de la population parmi ses adeptes. La plupart étaient des sunnites, mais Tirana était devenue depuis 1922 le siège de la secte des Bektachis, qui, pour un temps, furent en assez bons termes avec le régime. La lutte antireligieuse reprit une grande vigueur en 1966, dans le cadre de la « révolution culturelle » albanaise. 2 169 églises et mosquées furent fermées à cette époque.

La population est restée essentiellement rurale : 66,5 p. 100 des Albanais vivaient à la campagne en 1979, contre 33,5 p. 100 de citadins. L'industrialisation a provoqué le développement rapide de six villes comptant actuellement plus de 40 000 habitants : Tirana, la capitale, avec 210 000 habitants, Durrës, principal port albanaise, qui en compte plus de 60 000, Shkodër, important centre industriel du Nord (70 000 hab.), Elbasan, dont la population a considérablement augmenté avec la construction du complexe sidérurgique, Vlora, port spécialisé dans les exportations de pétrole et de bitume et où se trouvent des conserveries, Korçë, traditionnel centre commercial devenu également un centre industriel et agricole.

En 1938, 95 p. 100 des femmes étaient analphabètes. En 1982, 44 p. 100 des cadres moyens et supérieurs se recrutaient parmi elles.

La marge restait étroite pour le gouvernement albanaise face à une population de 3 080 000 habitants en 1987, aux deux tiers rurale et la plus jeune d'Europe.

1.7.4 La difficile sortie du communisme.

Malgré le nouveau contexte qui prévalait en Europe centrale et orientale depuis 1989, le pouvoir albanais a retardé tant qu'il l'a pu l'abrogation du monopole du Parti communiste. Le nouveau gouvernement avait pourtant omis, le 5 mars 1988, de célébrer le trente-cinquième anniversaire de la mort de Staline. Mais Tirana maintenait ostensiblement ses distances avec Moscou, estimant que Mikhaïl Gorbatchev suivait « la même voie révisionniste antimarxiste que Khrouchtchev ».

Il aura fallu les événements roumains, les exodes massifs de juillet 1990, la montée de la pression internationale et la révolte des étudiants de Tirana pour que, le 11 décembre 1990, le multipartisme soit enfin instauré, au terme d'une réunion houleuse du Bureau politique au cours de laquelle cinq membres sur treize furent limogés.

Quatre partis étaient alors créés : le Parti démocratique (P.D.A.), fondé le 20 décembre par le charismatique Sali Berisha, le Parti républicain, le Parti agraire proche des communistes et le Parti écologique ainsi que des formations nouvelles, Forum des droits civiques, Front de la jeunesse, Union des syndicats indépendants, Omonia (représentant la minorité grecque). Le 20 décembre, Nexmije Hodja, veuve d'Enver Hodja incarnant l'aile dure des conservateurs, quittait la présidence du Front démocratique. Le 26 décembre était abrogé l'article de la Constitution attribuant au Parti du travail le monopole de la direction de l'État. Le gouvernement prétendait encore garder l'initiative d'un processus de démocratisation que Ramiz Alia n'hésitait pas à qualifier d'« irréversible ». Grâce à un appui massif des campagnes, le Parti du travail remportait les premières élections pluralistes avec 65 p. 100 des voix. Toutefois, Ramiz Alia était battu dans la circonscription 208 de Tirana. Le 10 avril 1991, la république populaire socialiste d'Albanie devenait république d'Albanie.

La pression de la rue et la convergence des mécontentements obligeaient bientôt Fatos Nano, le Premier ministre, à démissionner, et un gouvernement dit de « stabilisation nationale » était constitué le 11 juin 1991. Sept de ses douze membres appartenaient au Parti démocratique, et Gramosh Pashko, numéro 2 de ce parti, devenait ministre de l'Économie et vice-Premier ministre. Le Parti du travail devenait Parti socialiste (P.S.A.) le 12 juin 1991. Dans un climat de dégradation économique et sociale, les membres du Parti démocratique siégeant au gouvernement formulaient une série de conditions pour y rester : la réhabilitation des morts des émeutes de Shkodra du printemps de 1991, l'inculpation pour détournement de biens sociaux de plusieurs anciens hauts dignitaires du régime – ce qui sera fait uniquement pour Nexmije Hodja, Manush Mufti et Hekuran Isai –, l'organisation d'élections au début de 1992. La non-prise en compte immédiate de ces demandes entraînait, le 4 décembre, la démission des sept ministres sous la pression de Sali Berisha.

Ce coup de poker politique permettait au Parti démocratique de prendre ses distances avec une politique clairement vouée à l'échec.

Le Parti démocratique obtenait la majorité absolue, soit 62,29 p. 100 des suffrages au premier tour des élections du 22 mars 1992. Désigné président de la République albanaise après le second tour de vote le 29 mars 1992 et la démission de Ramiz Alia le 3 avril, Sali Berisha, cardiologue de quarante-sept ans, était élu dans sa circonscription de Kavaje avec 97,5 p. 100 des voix. Issu d'une famille de paysans du Nord à Tropoja, Sali Berisha a été membre du Parti du travail sans jamais y assumer des responsabilités de premier plan. Expert de l'Organisation mondiale de la santé, parlant couramment l'anglais, l'italien et le russe, il a eu le rare privilège de voyager à l'étranger. Considéré comme proche des Américains, il s'efforce de donner des gages vis-à-vis de l'Europe. Proposé en avril 1992 par le Premier ministre Alexander Meksi et approuvé par Sali Berisha, le premier gouvernement albanaise non communiste depuis 1945 comprenait dix-huit membres, dont seulement quatre personnalités extérieures au Parti démocratique.

Rapidement victime de ses divisions — éviction en août 1992 de l'économiste Gramoz Pashko qui, à la fin de 1992, crée l'Alternative démocratique —, ce gouvernement n'est pas parvenu à convaincre. Lors des élections locales du 24 juillet et du 2 août 1992, le Parti socialiste, très implanté dans les régions, a recueilli 43,16 p. 100 des voix, contre 41,32 p. 100 au Parti démocratique. Un nouveau gouvernement a été formé le 6 avril 1993, marquant une relative stabilité, si ce n'est pour l'Éducation (Xhazair Teliti, indépendant, y remplace Ylii Vejsiu du Parti démocratique) et l'Agriculture désormais confiée à Petrit Kalakula en remplacement de Rexhep Uka, réputé trop favorable aux anciens propriétaires terriens qui ont pesé de tout leur poids pour faire amender à leur bénéfice la loi de 1991 sur la privatisation des terres. Un nouveau portefeuille a été créé : l'Administration locale. Par ailleurs, l'État a créé en 1992 huit nouveaux districts.

1.7.5 Exodes et manifestations de rue.

Logements exigus abritant trois générations par famille, congés réduits à deux semaines par an, impossibilité de se déplacer à l'intérieur du pays et à l'étranger, interdiction des voitures particulières, quadrillage systématique de la vie sociale, incitations à la délation : la vie quotidienne albanaise n'avait pas de quoi tenter durablement une population jeune à plus de 60 p. 100, en particulier dans les villes. De plus, les problèmes d'approvisionnement en produits laitiers et le rationnement de la viande, signalés dès 1986, devaient s'aggraver jusqu'à une pénurie générale en 1990.

Malgré les interdictions et les dénonciations, la R.A.I. ainsi que les télévisions grecque et yougoslave devenaient, dès 1988, des sources régulières d'information. Si l'exécution en Roumanie des époux Ceausescu ébranlait, en décembre 1989, la certitude du gouvernement

— dans son inexorable « stabilité », il marqua profondément la population albanaise. Soumis à la pression internationale, Ramiz Alia multipliait les concessions : autorisation donnée aux frères Popa de quitter l'Albanie le 23 avril, création d'un ministère de la Justice en 1990, assouplissement du Code pénal – la fuite illégale hors du pays et la propagande religieuse ne sont plus passibles de la peine de mort –, promesse de délivrer des passeports pour les Albanais désirant voyager à l'étranger, etc. Du 11 au 13 mai 1990, Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, était reçu à Tirana.

— Le 2 juin 1990, l'Assemblée nationale décidait la libre circulation de ressortissants albanais. Après une manifestation violemment réprimée à Tirana le 2 juillet, 5 000 personnes demandaient l'asile aux ambassades occidentales. Ces candidats à l'exil, jeunes chômeurs pour la plupart, rêvaient d'un pays de cocagne magnifié par les médias de l'Ouest. Contraint de délivrer les visas, le gouvernement albanais glissait parmi les partants quelques provocateurs qui devaient discréditer une communauté albanaise hétérogène et en état de choc à son arrivée dans les pays occidentaux.

— Le 25 octobre 1990, dénonçant les faux-semblants du régime, l'écrivain Ismaïl Kadaré demandait l'asile politique à la France.

— Avec la complicité de la radiotélévision toujours aux mains des communistes, le gouvernement s'efforçait de minimiser l'ampleur de l'épreuve de force engagée le 8 décembre par les étudiants de Tirana avec le pouvoir. La répression des émeutes de Shkodër provoquait la mort d'Arben Broci, jeune responsable du Parti démocratique.

— Le 11 janvier 1991, les mineurs de la grande mine de charbon de Valias entamaient une grève de la faim.

— Le gouvernement annonçait alors une amnistie générale et la libération de 202 prisonniers politiques. Certaines mosquées et églises étaient réouvertes, et mère Teresa[■], d'origine albanaise, était accueillie officiellement à Tirana et à Shkodër. Les véhicules privés étaient autorisés.

— Après les nouveaux exodes de décembre 1990 et de février 1991, le 8 août 1991, 15 500 personnes s'embarquaient à bord du cargo Vlora. Moyennant un pécule de 50 000 liras (250 francs), la plupart acceptaient finalement de rentrer. Mais 700 déserteurs de la police ou de l'armée étaient remis par les autorités italiennes à la police secrète albanaise. À la fin de 1991, la vie quotidienne devenait presque impossible : pénurie de tous les produits de première nécessité, sauf au marché noir à des prix inabordables pour les Albanais. L'aide d'urgence envoyée par plusieurs pays européens était interceptée par la contrebande.

— Dans ce climat de dégradation économique et sociale, le gouvernement communiste aura mené jusqu'au bout un double jeu, lâchant des réformes à contretemps et s'efforçant d'entraver le processus démocratique en s'appuyant sur sa police secrète, la Sigurimi,

prétendument reconvertie dans des tâches d'information : désinformation, écoutes téléphoniques, intimidation, organisation de contre-meetings « spontanés » durant la campagne électorale du Parti démocratique, incitations à des actes de pillage au risque de provoquer une guerre civile, autant de procédés qui illustrent l'impossibilité mentale du régime communiste albanais à s'adapter à la nouvelle situation politique et sa dérive suicidaire.

Pourtant, les dirigeants albanais ont dû capituler, y compris en ce qui concerne les symboles de l'orthodoxie stalinienne : déboulonnage des statues de Staline dans les principales villes du pays, mais aussi de celles d'Enver Hodja en février 1991, capitulation amère devant les étudiants de Tirana, exigeant que l'université Enver-Hodja soit débaptisée, et, au terme d'une grève de quarante jours de son personnel, annonce le 10 décembre 1991 par la radiotélévision de la fin du monopole communiste sur cet organisme, naissance de nouveaux journaux comme Rilindja demokratike (Renaissance démocratique), proche du Parti démocratique. Les relations entre la presse et le gouvernement constitué en 1992 restent toutefois très tendues.

Le 5 septembre 1992, le gouvernement a créé un fonds spécial d'aide aux anciens prisonniers politiques, financé par les entreprises, initiative jugée tardive et insuffisante par les intéressés. En 1993, plusieurs personnalités de l'ancien régime, dont la veuve d'Enver Hodja et Kino Buxhali, ont été condamnées à de lourdes peines de prison. Fatos Nano, président du Parti socialiste, était accusé la même année d'avoir détourné en 1991 l'aide alimentaire fournie par l'Italie. Le 20 août, l'ancien président de la République, Ramiz Alia, était arrêté. Enfin, chaleureusement accueilli à Shkodër le 25 avril 1993, le pape Jean-Paul II a procédé à la nomination de deux évêques albanais, dans cette ville où catholiques et musulmans ont reconstruit ensemble la grande mosquée, symbole de la première religion du pays. Malgré de nouvelles épreuves de force entre candidats au départ et policiers à Vlorë et Tirana en 1993, le gouvernement a reconnu l'apport des émigrés albanais à la communauté albanaise, estimé à 400 millions de dollars par an, soit plus de quatre fois le montant des exportations albanaises. Ces émigrés seraient au nombre de 250 000, dont 150 000 en Grèce. Seuls 1 070 feraient l'objet d'accords interétatiques avec l'Allemagne, la Croatie, l'Italie, l'Autriche et la Suisse.

1.7.6 Les déboires de la démocratisation politique.

De 1992 à 1996, la situation politique, stable en apparence, n'en reste pas moins fragile. Ainsi, le comportement souvent autoritaire du président Sali Berisha, que ce soit à l'égard de ses adversaires politiques ou à l'intérieur de sa propre formation, suscite des tensions sérieuses. Le 2 juillet 1994, Ramiz Alia, l'ancien président albanais, est condamné à neuf ans de prison pour « abus de pouvoir et détournements de fonds publics », une

humiliation qui nourrit le ressentiment du P.S.A., comme moins d'un an plus tôt, le 5 août 1993, la condamnation de Fatos Nano à treize ans de prison. L'absence de culture démocratique dans la classe politique ne va cesser de rendre la confrontation entre les adversaires particulièrement vive, stérile, chaque partie ne songeant qu'à prendre sa revanche ; l'intérêt du pays, qui traverse une période de transformation économique décisive et nécessiterait un consensus politique solide, passe donc au second plan. L'opinion publique reste frustrée, les accusations faites aux anciens dirigeants communistes portant sur des motifs autres que politiques et les procès n'aboutissant pas à l'ouverture d'archives, dont une grande partie est réputée détruite... Le malaise est important dans la mesure où prévaut le sentiment qu'on a voulu éviter de fouiller dans le passé de nombreux communistes qui ont, depuis, revêtu l'habit démocrate. En revanche, la réhabilitation de fait du mouvement nationaliste du Balli Kombëtar, combattu par les communistes après la guerre, répond à certaines attentes de l'aile droite du P.D.A.

La ratification par le président Berisha, le 18 octobre 1993 d'une loi sur la presse votée par un Parlement en grande partie aux ordres, est une autre illustration des aléas de la démocratisation : elle provoque les protestations d'un grand nombre de journalistes, d'une partie de l'opposition et d'associations de journalistes étrangers qui considèrent que cette loi instaure des limitations inacceptables à la liberté de la presse.

Le 6 novembre 1994, Sali Berisha essuie un véritable camouflet (53,8 p. 100 de non contre le texte) à l'occasion du référendum sur le projet de nouvelle Constitution, qui doit remplacer celle de 1976 (des « dispositions fondamentales constitutionnelles » avaient été mises en place dans l'intervalle, en avril 1991, pour codifier le passage d'un système de parti unique au multipartisme) ; ce texte, en discussion depuis plus d'un an, était devenu un enjeu majeur du débat politique, le P.D.A. le présentant comme un texte devant ouvrir à l'Albanie les portes de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe. Pour les partis d'opposition regroupés autour du P.S.A. (Parti social-démocrate, Parti de l'alternative démocratique...), le texte confère trop de pouvoirs au président, ne garantit pas suffisamment l'indépendance de la justice, le recours au référendum étant considéré comme une tentative de plébiscite déguisé. Une autre partie de l'opposition, constituée des partis de droite dits nationalistes (Legaliteti, Balli Kombëtar), reproche au texte de ne pas prendre en considération l'importante communauté albanaise installée hors des frontières ; enfin, le parti Omonia (représentant de la minorité grecque), rebaptisé Parti de l'union pour les droits de l'homme, s'insurge contre le fait que la création de partis politiques sur des bases ethniques ou religieuses soit interdite, rejoint en cela par l'Église orthodoxe.

Une loi « sur le génocide et les crimes contre l'humanité », votée en novembre 1995, déclare inéligibles jusqu'en l'an 2002 les personnes ayant occupé de hautes fonctions dans

le gouvernement communiste ou travaillé pour la police secrète (Sigurimi) de 1945 à 1991 ; elle en dit long sur la volonté du pouvoir de neutraliser ses adversaires politiques dont l'ancrage est toujours important, surtout dans les villages, et ce quelques mois avant la tenue des élections législatives des 26 mai et 16 juin 1996. Pour s'assurer la victoire, Sali Berisha décide de modifier la loi électorale, procédant à un redécoupage destiné à l'évidence à avantager le Parti démocratique, une manœuvre plutôt grossière dénoncée par l'opposition.

La campagne électorale de 1996 donne lieu à une certaine clarification du champ politique, avec la formation de trois grandes coalitions, l'une autour du P.S.A., l'autre autour des partis nationalistes, la troisième autour du P.D.A., 24 partis au total étant en lice pour élire les 140 députés de l'Assemblée du peuple. Acceptée au Conseil de l'Europe en 1995 à la condition de répondre dans les trois ans à certains critères (instauration d'une nouvelle Constitution, abolition de la peine de mort...), l'Albanie se retrouve menacée d'être exclue après les nombreuses irrégularités et fraudes constatées par les observateurs de l'O.S.C.E., lors du scrutin. L'opposition boycotte le second tour. La victoire du P.D.A. qui remporte 101 sièges au total, ne lui profitera guère. Six mois plus tard, le pouvoir affronte la colère de centaines de milliers d'épargnants ; sévèrement encadrée durant plus de quatre décennies de communisme, la population albanaise s'insurge, laissant craindre une guerre civile.

1.7.7 L'épisode des pyramides financières.

L'apport massif des travailleurs émigrés albanais est à l'origine d'un phénomène spéculatif que l'Albanie n'a pas été la seule à connaître (comme on l'a vu en Roumanie avec le phénomène Caritas dans les années 1994-1995 ou encore en Russie en 1993 avec M.M.M.). En l'absence d'un système bancaire fiable et d'un encadrement institutionnel et juridique suffisamment contraignant et stable, d'importantes sommes d'argent, à commencer par l'épargne accumulée par nombre d'Albanais grâce à l'apport en devises d'un ou plusieurs membres émigrés de leur famille, ont été placées à des taux prometteurs dans des sociétés d'usure ayant pignon sur rue. L'inévitable se produit en février 1997 lorsque l'une de ces sociétés, la Vefa Holding, se révèle dans l'incapacité de rembourser les épargnants. La colère s'empare alors des personnes flouées et se répand dans plusieurs villes du pays, à commencer par la ville portuaire de Vlorë. La mansuétude des autorités à l'égard de ce phénomène de spéculation s'explique par l'intérêt qu'elles pouvaient elles-mêmes en retirer ; le Parti démocratique se serait ainsi financé ; d'autres formations en auraient aussi tiré des bénéfices, sans compter qu'un tel système permettait le blanchiment d'argent. Si, dans un premier temps, les manifestants exigent d'être dédommagés et tentent de prendre d'assaut les sociétés incriminées, le scandale prend vite une tournure politique : alors qu'à Tirana on réclame la démission du gouvernement et le départ de Sali Berisha, en province,

l'armée, essentiellement dans le Sud, n'oppose aucune résistance aux manifestants venus s'emparer des armes stockées dans les casernes. Dès lors, l'Albanie va vivre une situation quasi insurrectionnelle, deux mois durant : le clivage Nord-Sud, occulté en apparence durant la période communiste (mais toujours présent, comme en témoigne l'origine sudiste de beaucoup des dirigeants du P.T.A. à commencer par Enver Hodja), reprend brutalement de sa signification. La force du droit coutumier, l'organisation sociale fondée sur la famille élargie au clan, la loi de la *bessa* (parole donnée) et l'opposition traditionnelle entre Guègues (gens du Nord) et Tosques (gens du Sud) expliquent pour partie une situation sociale explosive. La crise de confiance dans les autorités en place est sans appel : la communauté internationale insiste auprès de Sali Berisha, déterminé à rester au pouvoir, pour qu'il se retire ou du moins promette d'organiser au plus vite des élections législatives anticipées. Dans l'attente, un gouvernement de transition dirigé par Bashkim Fino assure l'intérim. Ayant refusé de se retirer ainsi que l'illustre sa « réélection » à la présidence le 3 mars 1997, alors que l'État n'est plus en mesure de contrôler la situation, Sali Berisha se résout cependant trois mois plus tard à baisser la garde.

1.7.8 La fragile restauration de l'ordre public.

Les élections législatives ont lieu les 29 juin et 6 juillet 1997 sous la haute surveillance d'une force militaire constituée par l'Union européenne sous commandement italien, l'opération « Alba ».

Le P.S.A. sort vainqueur du scrutin, avec 79 sièges contre 27 au P.D.A., et 21 au P.S.D., le reste se répartissant entre une douzaine de formations. Sorti de prison à la faveur des manifestations de mars, Fatos Nano reprend aussitôt le leadership du P.S.A. : en juillet 1997, il se retrouve, pour la troisième fois de sa carrière, à la tête du gouvernement.

Le 24 juillet, Rexhep Mejdani, secrétaire général du P.S.A., est élu à la présidence de la République par une Assemblée du peuple que les députés du P.D.A. boycottent.

La situation politique reste marquée depuis lors par ce dialogue de sourds entre les deux principales formations politiques, même si certains responsables tentent, de part et d'autre, de trouver un terrain d'entente minimal, au risque de marginaliser les plus radicaux d'entre eux au sein de leur formation respective. L'affrontement continue de menacer le gouvernement, comme le prouve la démission de Fatos Nano à l'issue des violentes émeutes survenues à Tirana le 12 septembre 1998, après l'assassinat du bras droit de Sali Berisha, Hazem Hajdari, et au cours desquelles les partisans de l'ex-président tentent d'investir le siège du gouvernement. Fatos Nano est remplacé par Pandeli Majko le 2 octobre 1998 à la tête du gouvernement, lequel se retirera à son tour, un an plus tard, au profit d'Illir Meta, un socialiste, décidé à faire de la lutte contre le crime organisé, la corruption et la délinquance la priorité absolue de son gouvernement. La situation politique est d'autant plus fragile que

2 Les relations extérieures.

Exsangue au sortir de la guerre, l'Albanie ne pouvait escompter un quelconque décollage économique sans le recours à des aides étrangères.

2.1 L'allié yougoslave (1945-1948).

En 1945, la Yougoslavie constituait le premier allié historique de l'Albanie. Les deux partis communistes avaient combattu côte à côte l'invasion italienne et allemande, et, malgré la question déjà brûlante de l'intégration du Kosovo à la fédération albanaise, une convention économique importante était signée en 1946 entre les deux pays. Durant cette période, la Yougoslavie accueillit environ 300 étudiants albanais, finança dans le cadre de sociétés mixtes 60 p. 100 des investissements, et la jeunesse yougoslave contribua à la construction du premier chemin de fer albanais et à la rénovation du port de Durrës. L'aide yougoslave s'assortit cependant assez vite de conditions jugées inacceptables par Tirana, comme la coordination complète des deux économies, la proposition de créer un commandement militaire unifié et le refus, par Belgrade, de financer son plan d'industrialisation lourde.

2.2 Le grand frère soviétique (1948-1961).

Au moment même de sa rupture avec la Yougoslavie en 1948, des techniciens soviétiques arrivaient en Albanie. Les Soviétiques voulaient éviter qu'une fraction pro-yougoslave ne se développât dans l'Europe de l'Est, et ils espéraient gagner un accès stratégique en Méditerranée ; 15 000 ingénieurs soviétiques séjournèrent en Albanie, contribuèrent à la formation de cadres, à l'achèvement des premiers combinats albanais, à l'équipement des villes et des ports. Au total, on estime à plus de 500 millions de roubles le montant des dons ou des prêts soviétiques. L'U.R.S.S. équipa également l'armée albanaise et fit de l'île de Saseno une base secrète.

Avec la déstalinisation et la volonté soviétique de normaliser ses relations avec le monde extérieur, l'Albanie, prise au dépourvu par la réhabilitation de Tito en 1955 et les exigences de Moscou à son égard (cession de toute souveraineté sur la base militaire de Vlora, orientation de l'économie albanaise vers les produits agricoles d'exportation), commençait à tourner ses regards vers la Chine. La dégradation des rapports sino-soviétiques l'amena à prendre vigoureusement parti pour celle-ci, notamment à la conférence de Bucarest en 1960. Le 25 novembre 1961, la rupture des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. aboutissait au retrait complet de tous les techniciens soviétiques et est-européens. Tirana mettait notamment en cause l'intégration par l'U.R.S.S. des économies des pays du Comecon et le rapprochement entre Washington et Moscou.

2.3 L'aide chinoise (1961-1978).

En avril 1961, l'Albanie conclut avec la Chine un accord commercial qui consistait en l'octroi, par Pékin, d'un crédit de 112 500 000 roubles pour les quatre premières années, soit la moitié de l'aide soviétique et est-européenne.

Alors que Tirana, par le biais de ses journaux et de sa puissante radio, s'était fait le porte-parole des positions chinoises en politique extérieure et avait défendu la Chine dans les instances internationales, celle-ci, dès son admission aux Nations unies, commença à développer des conceptions politiques avec lesquelles l'Albanie allait se trouver de plus en plus en désaccord. En outre, Pékin souhaitait orienter l'économie albanaise vers l'exportation de produits de l'industrie légère dans le cadre d'une ouverture au marché mondial. L'interruption unilatérale par Pékin de toute aide économique, le 7 juillet 1978 – sans rupture toutefois des relations diplomatiques –, était devenue inéluctable depuis la parution dans la presse albanaise, en 1977, d'un long commentaire sur « théorie et pratique de la révolution ».

2.4 Des alliances aux relations « normales ».

En 1977, l'Albanie entretenait des relations diplomatiques avec quatre-vingts pays. Bien que Tirana ait réaffirmé au VIIe congrès du P.T.A. son refus de participer aux conférences internationales sur le désarmement, sa critique des alliances politiques et économiques comme le Comecon ou le Marché commun et son rejet du non-alignement, « théorie vide de sens », elle se déclarait prête à entretenir des « relations normales avec d'autres États », estimant que celles-ci « ne violaient en rien [...] les principes de sa politique », exception faite de l'Afrique du Sud, d'Israël, des États-Unis et de l'ex-U.R.S.S.

Engagées dès 1983, les relations avec les pays occidentaux se sont multipliées sous Ramiz Alia. Une chaire d'italien était créée à l'université de Tirana. Mais l'épisode des frères Popa réfugiés à l'ambassade d'Italie le 12 décembre 1985, les autorités albanaises refusant de les voir quitter le pays, devait envenimer les rapports jusqu'en 1990.

La mort par balles, en 1985, d'un employé du Club Méditerranée de Corfou au large des côtes albanaises eut pour conséquence le retrait temporaire de l'ambassadeur de France en poste à Tirana. Toutefois, le secrétaire d'État français aux Affaires étrangères s'était rendu en Albanie en novembre 1985, accompagné de vingt industriels français. Le vice-ministre albanais des Affaires étrangères, Sokrat Plaká, visitait à son tour la France en novembre 1986.

Les visites successives de Franz-Josef Strauss, alors ministre-président de Bavière, à Tirana en 1984 et 1986 ont préparé le rétablissement des relations diplomatiques avec l'Allemagne, en 1987. La même année, les Philippines, la Jordanie et le Canada ont ouvert des relations officielles avec l'Albanie. En 1988, ce pays établissait des relations

diplomatiques avec l'Espagne. L'Albanie entretenait des rapports suivis avec la Suède. Outre des relations privilégiées avec certains pays du Tiers Monde et un rapprochement avec le Vietnam, l'Albanie rétablissait en 1983 ses relations avec la Chine, avec un objectif surtout commercial. Au cours de ces années, on assistait à une normalisation progressive de ses rapports avec l'Europe de l'Est, en particulier la Roumanie. Un traité de coopération militaire existait encore, au moins formellement, avec la Bulgarie.

2.5 Le grand écart idéologique ou la fin de l'isolement.

Dès 1990, le gouvernement doit mener une diplomatie tous azimuts pour justifier la lenteur des réformes et obtenir l'aide internationale d'urgence. En 1966, Leonid Brejnev avait, pour des raisons stratégiques, fait des ouvertures à l'Albanie, reprises par Mikhaïl Gorbatchev dès son arrivée au pouvoir. En 1986, lors du rituel message de félicitations envoyé par Moscou à Tirana pour sa fête nationale, la responsabilité de l'U.R.S.S., dans la rupture de 1961, était pour la première fois soulignée. Pourtant, Tirana, qui maintint longtemps son inflexibilité idéologique, finit par répondre officiellement à l'offre de Moscou le 30 juillet 1990. Le 12 novembre 1992, une convention était signée entre Tirana et Bucarest pour la suppression des visas diplomatiques et des visas de service entre les deux pays.

Par ailleurs, le chef de la diplomatie albanaise multipliait les voyages officiels en Turquie – après l'ouverture d'un consulat albanaï à Istanbul, en Chine, au Japon, à Cuba, au Mexique et en Argentine.

L'afflux de 5 000 réfugiés dans les ambassades occidentales, en juillet 1990, aboutit à la fermeture provisoire de trois d'entre elles : allemande, française et italienne, le 15 juillet. Le gouvernement grec ne suivit pas le mouvement, déclarant ce geste « symboliquement erroné ». Le 28 septembre 1990, pour la première fois, un président albanaï, Ramiz Alia, prenait la parole devant l'Assemblée générale des Nations unies.

Le 13 août 1991, la visite du président Cossiga à Tirana officialisait le souhait italien de venir en aide à l'Albanie tout en « rendant » 700 déserteurs de l'armée et de la police albanaïses au régime.

L'Allemagne a été aussi l'un des pays les plus actifs dans le soutien à l'Albanie. En témoigne le montant de 34 millions de deutsche Marks débloqué le 1er novembre 1991. L'Autriche, qui a ouvert son ambassade à Tirana en 1991, s'est également montrée active dans l'envoi de convois de première urgence.

Le ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas, s'est rendu à Tirana le 10 octobre 1991 après Bernard Kouchner, secrétaire d'État à l'action humanitaire, présent à Tirana le 24 juillet. Ces visites bien tardives, après celles de James Baker et Hans Dietrich

Genscher, et le peu d'empressement des hommes d'affaires français à investir en Albanie ont laissé un goût amer aux cadres et aux intellectuels de ce pays francophone.

La Communauté économique européenne surmontait finalement ses réticences à propos du respect des droits de l'homme en Albanie et établissait des relations avec ce pays le 18 juin 1991. Le 19 juin, Tirana adhérait à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Des délégations du Parlement européen et du Conseil de l'Europe visitaient Tirana en septembre et novembre 1991.

Mais le grand coup de théâtre de 1991 fut le rétablissement des relations diplomatiques avec les États-Unis. Depuis 1983, un nombre croissant de citoyens américains d'origine albanaise et de journalistes visitaient le pays. L'Albanie abandonnait enfin son intransigeance le 15 mars 1991, et, le 10 juin, le secrétaire d'État américain, James Baker, effectua une visite triomphale à Tirana. Cette même année, le gouvernement nouait des contacts diplomatiques avec le Vatican, la république de Corée et Israël, jadis sur la liste rouge des communistes albanais.

Le 22 mai 1991, il renouait avec le Royaume-Uni, et, en 1992, Londres se déclarait d'accord pour restituer les 1 574 kilogrammes d'or albanais qu'il détenait depuis la Seconde Guerre mondiale, moyennant une compensation de 2 millions de dollars.

Sali Berisha a, par ailleurs, multiplié les contacts internationaux avec l'Égypte, le Koweït, le Qatar et l'Arabie Saoudite. Avec ces deux derniers pays, les relations diplomatiques ont été établies en 1992. L'Albanie est désormais membre de la Conférence islamique. Le 12 janvier 1993, le ministre iranien des Affaires étrangères s'est rendu à Tirana. La Banque albanaise a signé avec la Banque islamique de développement, fondée à Tirana, un accord portant sur la création d'une banque mixte dotée d'un capital de 100 millions de dollars, dont 60 p. 100 pour la partie albanaise. Cette banque devrait investir dans le tourisme, l'agriculture, les industries minières et le pétrole. En 1992 et 1993, les contacts se renforçaient avec l'Allemagne, la Hongrie, l'Autriche, la Belgique. Enfin, la Chine s'est engagée en 1993 à participer à la reconstruction des usines édifiées dans le cadre de sa coopération avec l'Albanie communiste.

2.6 Les Balkans : du « bon voisinage » à la tourmente.

Dans le cadre du « bon voisinage entre États et peuples des Balkans », réaffirmé à l'issue du VIIe congrès, Reis Malile, alors chef de la diplomatie albanaise, confirmait en 1988 les nouvelles orientations de son gouvernement lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des six pays balkaniques à Belgrade.

Le 1er novembre 1991, l'Albanie a accueilli la vingt-quatrième conférence des pays balkaniques sur le tourisme. La Bulgarie, la Grèce, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie y étaient représentées. Qualifiées d'excellentes, les relations avec la Turquie

ont eu, en 1992, plusieurs conséquences concrètes : la signature d'un accord de coopération militaire, la mise en place d'un crédit de 50 millions de dollars pour le soutien à l'exportation, l'ouverture d'une représentation bancaire turque à Tirana et d'une ligne aérienne régulière.

Lors de tous leurs contacts internationaux, les représentants du Parti socialiste comme ceux du Parti démocratique ont évoqué le Kosovo. Une polémique violente avec la Yougoslavie avait suivi les émeutes d'avril 1981, au cours de laquelle l'Albanie, accusée d'« ingérence » et d'« irrédentisme » visant à provoquer la sécession du Kosovo, affirmait de son devoir de soutenir l'aspiration des Kosovars au statut de république. Malgré la montée des tensions, un accord culturel avait été signé en février 1988.

Selon Tirana, la décision serbe de reconstituer, le 27 avril 1991, une fédération yougoslave formée de la seule Serbie et du Monténégro laisse intact le problème des quelque 1,9 million d'Albanais du Kosovo, qui, lors du référendum clandestin de septembre 1991, ont voté massivement pour une « république indépendante et souveraine », dans un climat de répression aggravée.

Le gouvernement albanais fait, toutefois, preuve de prudence quoiqu'il ne ménage pas ses efforts auprès de la communauté internationale pour qu'elle saisisse le gouvernement de Belgrade sur les violations des droits de l'homme qui se multiplient au Kosovo.

L'Albanie a établi, en 1992, des relations avec la Slovénie et la Croatie (ouverture d'une ligne aérienne Zagreb-Tirana et d'un service de car-ferry Durrës-Rijeka). Le 23 novembre 1992, la marine albanaise a participé à l'embargo de l'O.N.U. contre la Yougoslavie. À la suite de la demande de Tirana, les premiers observateurs des Nations unies sont arrivés à la frontière avec l'ex-Yougoslavie le 30 janvier 1993. Le 1er novembre 1991, le ministre des Affaires étrangères a reçu une délégation du Parlement de Macédoine, pays qui comprend une forte minorité albanaise et entretenu, en 1992, avec la Grèce une grave querelle politico-sémantique sur fond de prétentions territoriales.

Avec la Grèce, une coopération s'était mise en place dès la fin de 1984. Malgré les désaccords persistants sur le sort de l'importance de la minorité grecque en Albanie, jugeant leur entente stratégiquement impérative, les deux États avaient normalisé leurs relations en août 1987, au grand dam de la droite nationaliste grecque. Mais, après la visite du Premier ministre grec en Albanie, le 13 janvier 1991, des centaines de réfugiés albanais ont été restitués contre leur gré aux autorités de leur pays.

En janvier 1992, le représentant d'Omonia à Gjirokastër, Theodori Bezhani, a prôné publiquement la doctrine « vorio-épirote », selon laquelle le sud de l'Albanie jusqu'au Shkumbini doit être rattaché à la Grèce. Quant au gouvernement albanais, il a protesté

énergiquement contre la discrimination subie, selon lui, par la minorité albanaise de Tchamerie en Grèce.

Après l'expulsion de l'archimandrite grec de Gjirokaštër le 25 juin 1993, la Grèce a chassé de son territoire plusieurs milliers d'Albanais, provoquant une protestation du président Berisha auprès de l'O.N.U. Le 8 septembre 1994, à la suite des condamnations à six et huit ans de prison ferme pour cinq dirigeants de la minorité grecque albanaise, l'ambassadeur permanent de la Grèce auprès de l'Union européenne a bloqué l'octroi d'un prêt de 35 millions d'écus à l'Albanie, et le Parlement grec a voté à l'unanimité une motion demandant aux gouvernements étrangers et aux organismes internationaux de condamner l'Albanie.

Une condamnation que les institutions interpellées se gardèrent bien de relayer. Ces relations houleuses avec la Grèce devaient cependant connaître une nouvelle accalmie à partir de 1995, en dépit de tensions récurrentes dont les travailleurs albanais émigrés font régulièrement les frais. Mais c'est du Kosovo, ou plus précisément de Belgrade, que souffle une nouvelle tourmente lorsque, en 1999, les exactions commises par l'armée et les milices serbes au Kosovo décident les forces de l'O.T.A.N. à bombarder la Yougoslavie (pendant près de trois mois) ; arrivent alors en Albanie près de 440 000 réfugiés. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, cet afflux de réfugiés, dont 90 p. 100 auront, deux mois plus tard, regagné leur province ou émigré dans d'autres pays, aurait pu plonger l'Albanie dans le chaos. La présence des forces de l'O.T.A.N., de centaines d'O.N.G. et un sang-froid certain des autorités locales ont permis d'éviter le pire.

La situation dans la région n'en demeure pas moins tendue, Tirana s'efforçant d'entretenir avec la Macédoine où réside une importante minorité albanaise, les meilleures relations possibles. La volonté affichée par les États de la région, à l'exception pour l'heure de la Yougoslavie, de renforcer la coopération transfrontalière ne pourra avoir de suites concrètes que si l'Union européenne trouve les moyens financiers mais aussi les instruments monétaires, juridiques et douaniers adéquats pour donner au Pacte de stabilité un véritable contenu. L'avenir de l'Albanie dépend aussi pour partie de la détermination des États-Unis à œuvrer de façon concertée à la reconstruction d'une région fortement marquée, à l'aube du XXI^e siècle, par le sous-développement.

3 Un grand État albanais.

La répartition des Albanais dans les Balkans (cf. carte page 33) fait apparaître la forte proportion d'Albanais dans la province Serbes du Kosovo. L'unification des populations albanaises peut se concevoir par une réunification des territoires à majorité albanaises, avec principalement le Kosovo, un regroupement des populations dans l'actuelle Albanie, ou par une suppression des frontières dans les Balkans grâce à une intégration européenne.

3.1 La réunification des provinces.

La création d'un grand état albanais regroupant l'ensemble des populations albanophones, impliquerait une absorption de la province Serbe du Kosovo qui compte presque 95 p. 100 d'Albanais. A court terme, cela pourrait satisfaire les volontés d'indépendance des Kosovars, mais la Serbie ne pourrait accepter d'être ainsi privé d'une de ses provinces les plus riches. Inévitablement, les Serbes chercheront à reconquérir le Kosovo, entraînant des nouvelles guerres.

3.2 L'immigration massive.

La réunification du peuple Albanais dans un seul Etat peut aussi être réalisé par une immigration des populations. L'Etat pouvant contraindre, non par la force, mais par l'attractivité, les populations Albanaises hors des frontières actuelles. La densité de population actuelle en Albanie le permettrait. Il ne faut cependant pas ignorer les richesses économiques du Kosovo

3.3 Une intégration européenne.

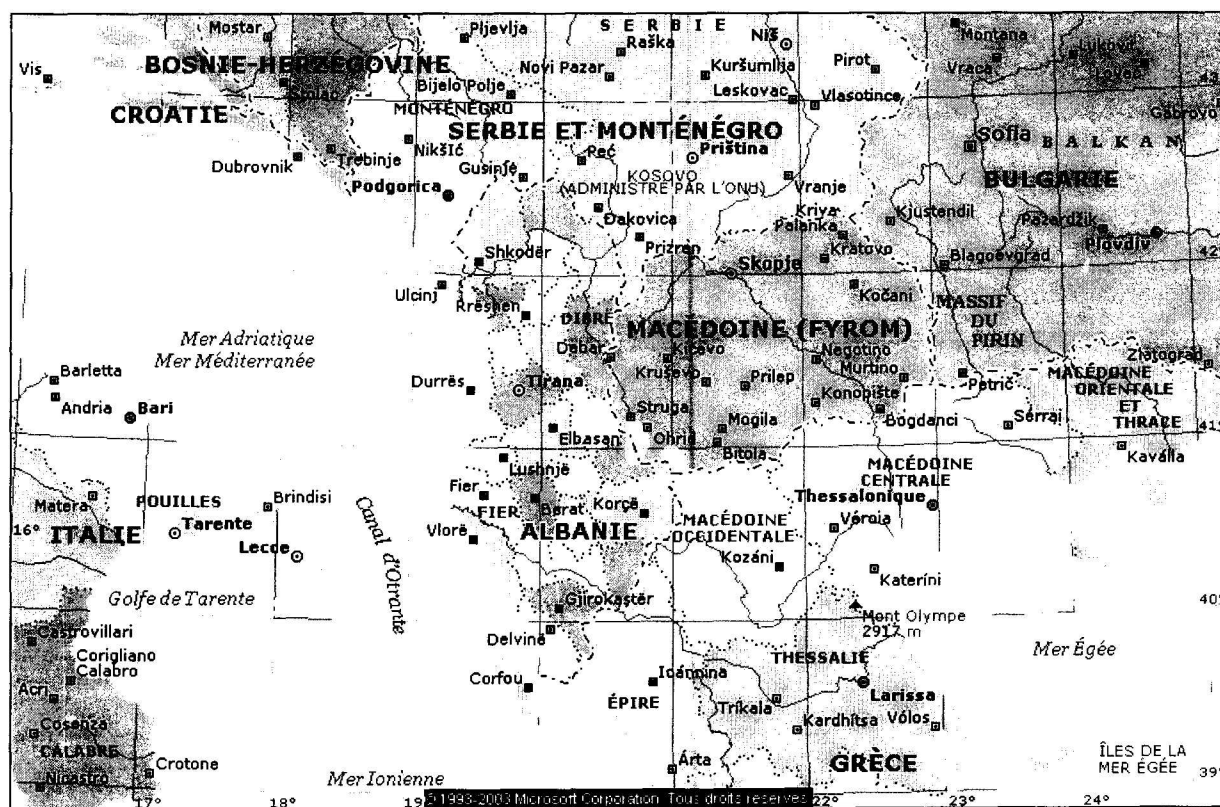
La futur Europe, à vingt cinq membres, (cf. carte page 34) isole les Balkans. La Roumanie et la Bulgarie sont en cours de négociation pour accéder à la communauté De plus, l'histoire a lié les peuples des Balkans aux pays de l'Europe occidentales, notamment la France. Il apparaît de moins en moins concevable que l'Europe puisse se construire et se développer en laissant les Balkans en marge de son expansion. L'adhésion des actuels belligérants, l'Albanie et la Serbie, mettrait fin aux vellétés indépendantistes du Kosovo.

4 Conclusion.

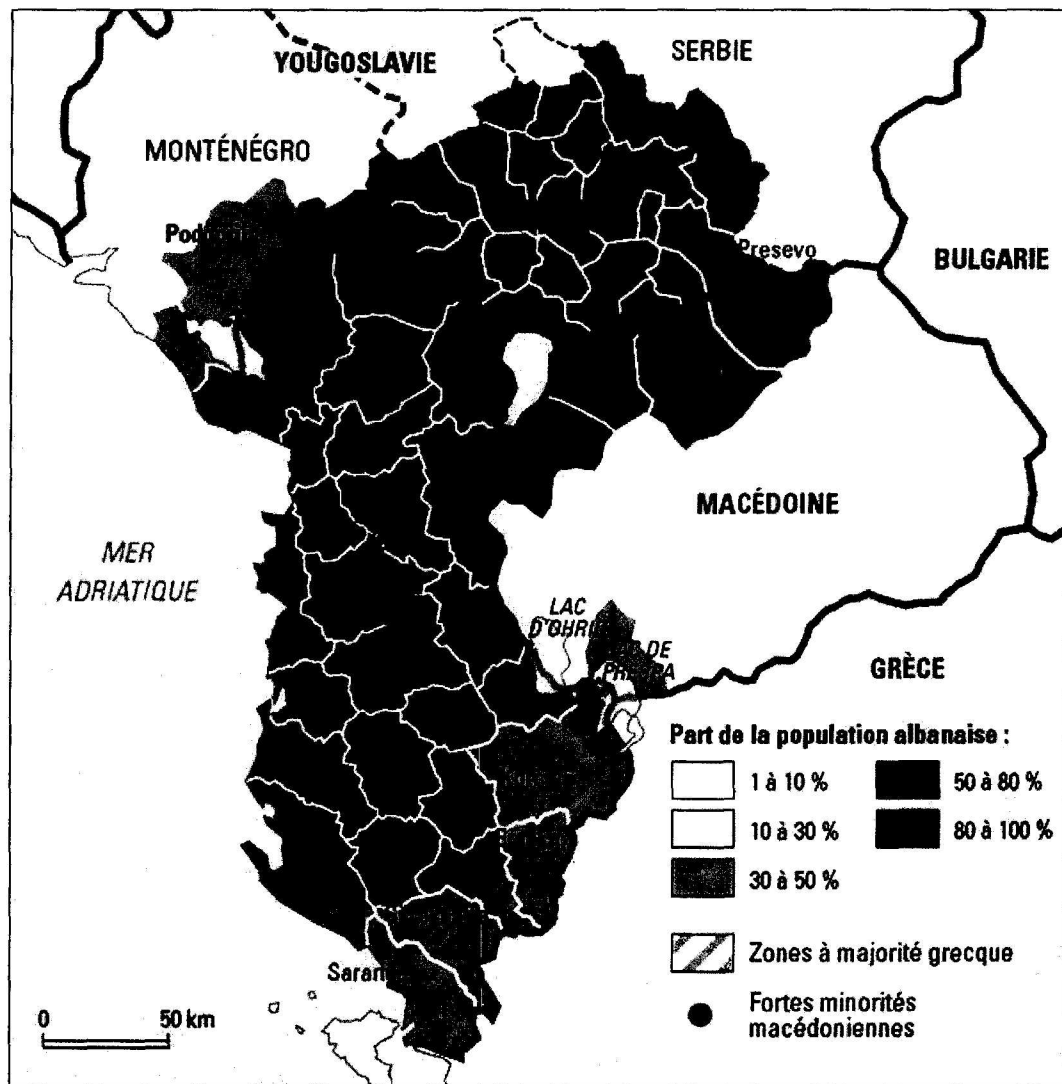
De part sa position géographique privilégiée, de part son histoire et les relations avec les grands acteurs régionaux, l'Albanie est un état atypique qui, se sentant toujours menacé à acquis au cours de son histoire, à su se préserver en s'isolant sur le plan diplomatique et économique. Les relations toujours conflictuelles avec ses voisins directs comme avec les puissances régionales rendent illusoire la réunification des Albanais au sein d'une grande Albanie. Seul une intégration européenne, abolissant les frontières apparaît aujourd'hui comme plausible. La France et l'Allemagne, hier ennemis, sont les moteurs d'une Europe qui demain pourrait définitivement pacifier les Balkans.

5 Annexe 1 : cartes.

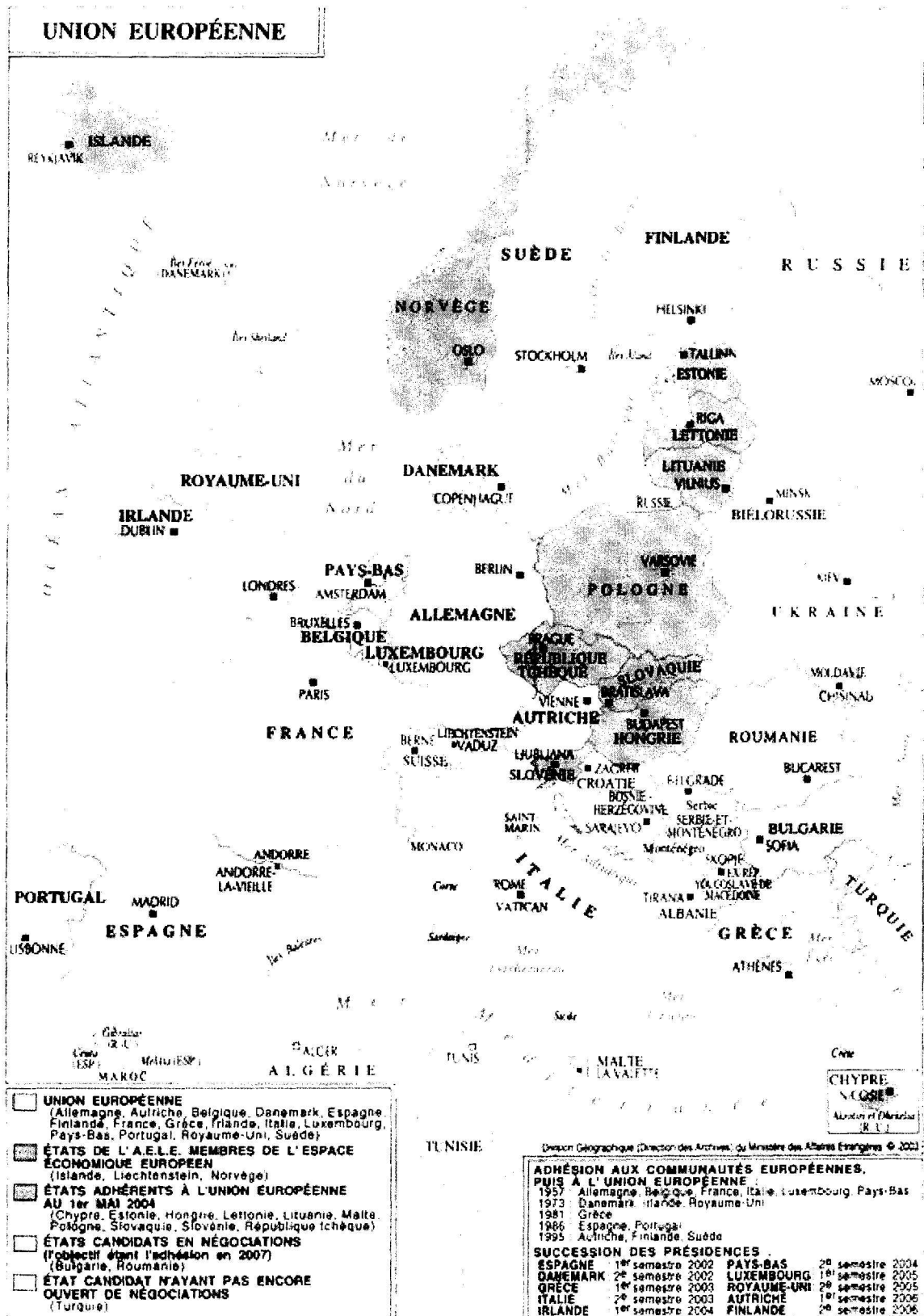
5.1 Carte politique.



5.2 Répartition de la population albanaise.



5.3 L'union européenne.



6 Annexe 2 : bibliographie.

6.1 Livres.

6.1.1 Documents de base

Aymeric Chauprade, « Introduction à l'analyse géopolitique », ellipses

François Thual, « Méthodes de la géopolitique : apprendre à déchiffrer l'actualité », ellipses

François Thual, « Le désir de territoire », ellipses

Yves Lacoste, « dictionnaire de géopolitique »

6.1.2 Sur le sujet

Michel Roux, « Les Albanais en Yougoslavie ; minorité nationale, territoire et développement » Editions de la Maison des Sciences de l'Homme de Paris

Michel Roux, « 10 clés pour comprendre le Kosovo »

Georges Castellan, « Histoire des Balkans XIX^e-XX^e siècle », Fayard ; édition augmentée

Bernard Lory, « L'Europe balkanique de 1945 à nos jours » ellipses - 1996

Sabrina, P. Ramet, « Nationalism and federalism in Yugoslavia » 2nde édition

Paul Garde, « Les Balkans », Dominos, Flammarion

André Sellier et Jean Sellier, « Atlas des peuples d'Europe centrale », La découverte, nouvelle édition.

Pierre Cabanes, Bruno Cabanes, « Passions albanaises ; de Berisha au Kosovo », Editions Odile Jacob

Ismaïl Kadare, Denis Fernandez-Recatala « Temps barbares ; de l'Albanie au Kosovo », l'Archipel

Isa Zymeri, « Coloquial Albanian »

Georges Castellan, « l'Albanie », que sais-je n°1800

Général Jean Cot, « Demain la Bosnie »

François Chesnais, « Réflexion sur la guerre en Yougoslavie », l'Esprit frappeur

Périodiques

Dossier sous la direction de Pascal Boniface, « Kosovo : bilan et perspectives », La revue internationale et stratégique, hiver 1999-2000 p. 16-20 et 65-145

Manière de voir n° 49, janvier-février 2000, p. 9-26

Xavier Bougarel, « Kosovo, une crise peut en cacher une autre », Politique étrangère 3/98 p. 631-643

O.Deslondes, G. de Ropper, et M. Roux, « Les Albanais hors d'Albanie », Hérodote n° 90, 3^{ème} trimestre 1999, p. 20-45

Jasna Dragovic, « Les intellectuels serbes et la 'question' du Kosovo, 1981-1987 », Relations internationales n° 89, printemps 1997 p. 53-70

Xavier Villepin, André Boyer, Christian de la Malène, « Kosovo : quelles chances pour un nouvel équilibre régional ? », les Rapports du Senat n°56 2000-2001

Journaux

Le Monde, Le Figaro, la Croix, The Guardian, France Soir, Financial Times, International Herald Tribune, The Daily Telegraph

6.2 Sites Internet.

6.2.1 Sources de dossiers.

www.albanian.com/main/history/origins.html

www.kosova.com

www.monde-diplomatique.fr (source de tous les textes de Le Monde diplomatique cité dans le présent mémoire)

www.beta-press.com (KOSOVO/A on-line)

www.kosovocommission.org (Independent International Commission on Kosovo)

www.intl-crisis-group.org (International Crisis Group)

stars.coe.fr (Council of Europe)

www.geoeconomie.com (Geopolitique, espace et conflictualité)

www.assembléenationale.fr (Assemblée Nationale)

www.encarta.msn.fr

6.2.2 Evénements.

www.lemonde.fr

www.france2.fr/evenement/Kosovo.htm

atlas.bok.net

www.lexpress.fr

7 Table des matières.

1	HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE DES ALBANAIS.	4
1.1	LE CADRE GÉOGRAPHIQUE.	4
1.2	LES ORIGINES ET LE MOYEN ÂGE.	5
1.3	LA DOMINATION TURQUE.	6
1.4	LES DÉBUTS DE L'INDÉPENDANCE (1912-1924).	7
1.5	LA DOMINATION ZOGUISTE (1925-1939).	9
1.6	L'OCCUPATION ITALIENNE (1939-1944).	10
1.7	L'ALBANIE DEPUIS 1945.	11
1.7.1	<i>L'évolution politique et sociale.</i>	11
1.7.2	<i>Une indépendance au prix fort.</i>	12
1.7.3	<i>Le pouvoir politique face à la société albanaise.</i>	15
1.7.4	<i>La difficile sortie du communisme.</i>	16
1.7.5	<i>Exodes et manifestations de rue.</i>	17
1.7.6	<i>Les déboires de la démocratisation politique.</i>	19
1.7.7	<i>L'épisode des pyramides financières.</i>	21
1.7.8	<i>La fragile restauration de l'ordre public.</i>	22
2	LES RELATIONS EXTÉRIEURES.	24
2.1	L'ALLIÉ YOUGOSLAVE (1945-1948).	24
2.2	LE GRAND FRÈRE SOVIÉTIQUE (1948-1961).	24
2.3	L'AIDE CHINOISE (1961-1978).	25
2.4	DES ALLIANCES AUX RELATIONS « NORMALES ».	25
2.5	LE GRAND ÉCART IDÉOLOGIQUE OU LA FIN DE L'ISOLEMENT.	26
2.6	LES BALKANS : DU « BON VOISINAGE » À LA TOURMENTE.	27
3	UN GRAND ÉTAT ALBANAIS.	30
3.1	LA RÉUNIFICATION DES PROVINCES.	30
3.2	L'IMMIGRATION MASSIVE.	30
3.3	UNE INTÉGRATION EUROPÉENNE.	30
4	CONCLUSION.	31
5	ANNEXE 1 : CARTES.	32
5.1	CARTE POLITIQUE.	32
5.2	RÉPARTITION DE LA POPULATION ALBANAISE.	33
5.3	L'UNION EUROPÉENNE.	34
6	ANNEXE 2 : BIBLIOGRAPHIE.	35
6.1	LIVRES.	35
6.1.1	<i>Documents de base</i>	35
6.1.2	<i>Sur le sujet</i>	35
6.2	SITES INTERNET.	36
6.2.1	<i>Sources de dossiers.</i>	36
6.2.2	<i>Événements.</i>	36
7	TABLE DES MATIÈRES.	37